

À paraître dans la collection Insee Références

L'économie française - Comptes et dossiers - Édition 2013

Quels scénarios de croissance potentielle pour la décennie à venir ? Choc de demande, choc de crédit : comment les entreprises françaises se sont-elles ajustées pendant la crise de 2008-2009 ? Que représentent les tâches domestiques par rapport aux dépenses de consommation des ménages ?

L'édition 2013 de l'ouvrage "L'économie française" apporte des éléments de réponse à ces questions. Appuyée sur les comptes de la Nation, elle propose également une analyse des développements économiques intervenus en 2012, en France et dans le monde.

Une vingtaine de fiches thématiques complètent ces analyses et fournissent également l'essentiel des comptes des ménages, des entreprises et des administrations.

2012 : une économie française à l'arrêt

En 2012, la consommation comme l'investissement diminuent. Alors que le solde commercial s'améliore, moins en raison du dynamisme des exportations (qui croissent en ligne avec nos marchés à l'exportation) que de la baisse des importations, les entreprises réduisent leurs stocks. La croissance du PIB est nulle sur l'ensemble de l'année : la croissance est de fait proche de zéro depuis le printemps 2011. Cette stagnation de l'activité entraîne une nouvelle baisse du taux de marge des sociétés non financières, maintenant inférieur de 3 points à son niveau d'avant la crise financière.

Le pouvoir d'achat des ménages se contracte fortement (-0,9 %) du fait de la baisse de l'emploi, de moindres revenus de la propriété et du dynamisme des impôts : c'est la seconde baisse du pouvoir d'achat en 60 ans, après celle de 1984. La baisse limitée du taux d'épargne (-0,4 point) ne compense que partiellement la chute du pouvoir d'achat, d'où le recul de la consommation. Malgré d'importantes mesures fiscales et sociales nouvelles, la réduction du déficit public est limitée à 0,5 point de PIB car l'atonie de l'activité pèse sur les recettes.

Les ajustements des entreprises françaises pendant la crise de 2008/2009

- **Un choc mondial, relativement moins accentué en France que chez ses principaux partenaires économiques**

L'économie française a été fortement touchée par le choc de 2008 / 2009. À court terme cependant, les entreprises françaises ont été relativement moins affectées que leurs homologues européennes ou américaines. En 2009, la contraction de la valeur ajoutée des sociétés non financières a été moins forte en France (- 5,1 %) qu'en Allemagne (- 7,9 %) ou aux États-Unis (- 6,6 %). À cet horizon, la plus faible participation des entreprises françaises au commerce international, associée à leur moindre spécialisation dans les secteurs de l'industrie manufacturière, les a relativement protégées de la contraction massive de la demande mondiale.

- **Des créations d'entreprises moins nombreuses et de tailles initiales plus petites**

La baisse des créations d'entreprises d'au moins un salarié a commencé dès 2008 et s'est accentuée en 2009. Avec 79 500 entreprises créées en 2009, le nombre de créations est malgré tout supérieur de 4 % à celui de 2003. Néanmoins, les entreprises créées sont de plus petite taille et sont plus nombreuses à n'avoir qu'un salarié (61 % en 2008 et 2009 contre 56 % en 2005).

- **Une croissance freinée, en particulier pour les jeunes entreprises**

Quelle que soit leur année de création, les entreprises ont connu une croissance moins forte en 2009 et 2010 qu'avant la crise. Les jeunes entreprises, qui en période normale, connaissent des taux de croissance élevés, ont été les plus touchées par ce ralentissement.

- **Des filiales qui ajustent davantage leur volume d'activité et leur emploi que les entreprises indépendantes**

Quel que soit le secteur, le chiffre d'affaires a diminué plus fortement pour les filiales de groupe que pour les entreprises indépendantes. Le choc de 2009 a été particulièrement fort dans l'industrie manufacturière et le secteur du commerce, avec une contraction du chiffre d'affaires supérieure à 10 % pour les groupes contre 7 % environ pour les entreprises indépendantes.

Sur le plan de l'emploi, les ajustements ont également été très différents selon les types d'entreprise et les secteurs. La baisse la plus importante a touché les groupes de l'industrie manufacturière (-5,6 % en 2009), même si leur situation n'était déjà plus très favorable avant la crise. À l'opposé, dans les secteurs du commerce et des services aux entreprises, le retournement de 2008 a eu des effets limités : la croissance de l'emploi a été amoindrie au sein de la population des entreprises indépendantes (+ 0,4 % dans les services en 2009 ; très légèrement négative en 2009 dans le commerce mais positive dès 2010), tandis que les filiales de groupes ont faiblement réduit leur emploi (- 1,1 % en 2009 dans le commerce et - 0,3 % dans les services).

- **Des ajustements finalement plus liés à un choc de demande qu'à un choc de crédit**

Ce sont finalement les entreprises les moins susceptibles d'être contraintes financièrement, les filiales de groupe, qui ont le plus ajusté leur volume d'activité, leur niveau d'emploi et leurs investissements. Ces éléments suggèrent que les entreprises françaises ont davantage pâti d'un choc de demande que d'un choc de crédit. En particulier, les filiales de groupes, plus souvent exportatrices, ont été davantage exposées à la forte contraction de la demande mondiale.

Croissance potentielle : l'apport d'une mesure de la qualité du capital et du travail

- **La qualité du capital et du travail permet d'affiner l'estimation de la croissance potentielle**

La croissance potentielle d'une économie est le rythme moyen autour duquel fluctue la croissance effective en fonction des cycles. L'estimation de cette croissance potentielle repose généralement sur une décomposition de la croissance effective en trois facteurs : le travail, le capital et un "résidu", appelé productivité globale des facteurs (PGF). Souvent assimilée au progrès technique, la PGF est la capacité d'une économie à mieux combiner capital et travail afin de produire davantage. La prise en compte des différences de productivité entre chacune des catégories de capital et chacune des catégories de main-d'œuvre permet de mesurer la contribution à la croissance de la "qualité" du capital et du travail.

- **1979-2010 : le capital augmente de 2,5 % par an, sa qualité de 0,4 %**

En 10 ans sur l'ensemble des branches de l'économie, hors agriculture, immobilier et services non marchands, le capital croît de 2,5 % par an et sa qualité de 0,4 %. Ces effets qualité sont plus forts lorsque les entreprises investissent massivement. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication expliquent une part non négligeable de la hausse de la qualité du capital dans les années 2000.

- **1979-2010 : le travail reste stable, sa qualité augmente de 0,5 % par an**

Sur le même champ, les heures travaillées totales restent globalement stables, la baisse de la durée du travail ayant contrebalancé la hausse du nombre de personnes en emploi. La qualité du travail augmente, elle, de 0,5 % par an. Cette croissance est portée principalement par la déformation de la structure de l'emploi en faveur du travail qualifié.

- **1994-2010 : la production globale des facteurs croît de 0,7 % par an**

La mesure de la PGF sur l'ensemble de l'économie nécessite de prendre en compte cette hausse de qualité du capital et de la main-d'œuvre. Entre 1994 et 2007, sur l'ensemble de l'économie, la prise en compte des effets de qualité ramène ainsi la croissance de la PGF à 0,9 % au lieu de 1,3 % par an. Si l'on tient compte également du cycle économique, alors elle n'est plus que de 0,7 % par an.

- **2015-2025 : une croissance potentielle projetée entre 1,2 % et 1,9 % par an**

À partir de cette nouvelle mesure de la PGF, trois scénarios de croissance potentielle peuvent être posés. Ainsi entre 2015 et 2025, supposant une rupture modérée mais durable du rythme du progrès technique et une croissance tendancielle de la population active, le scénario central donne une croissance potentielle de l'économie française de 1,5 % par an. Elle serait de 1,9 % dans la variante haute, supposant un retour au rythme de croissance d'avant-crise de la productivité et une croissance plus forte de la population active. Dans le scénario bas, avec une rupture très nette et durable du rythme de croissance du progrès technique et une croissance plus faible de la population active, la croissance potentielle ne serait plus que de 1,2 %.

La consommation faite maison

- **Ménage, cuisine, soin aux enfants : les ménages produisent et consomment des services sans échange monétaire**

La comptabilité nationale considère un dîner au restaurant comme une dépense de consommation d'un service. Ce n'est en revanche pas le cas d'un dîner préparé et consommé à domicile, même si le ménage produit et consomme également un service, parce qu'il n'y a pas d'échange monétaire. Ce n'est pas non plus le cas pour de nombreuses activités domestiques comme le ménage ou les soins aux enfants qui participent pourtant du revenu et de la consommation des ménages.

L'estimation d'un équivalent monétaire pour ces activités domestiques apporte alors un éclairage différent sur la consommation et le revenu disponible des ménages.

- **En 2010, 41 milliards d'heures sont consacrées aux tâches domestiques contre 38 milliards pour le travail rémunéré**

En 2010, les Français ont consacré 41 milliards d'heure à des activités comme la cuisine, le ménage et les soins apportés aux enfants ou à des personnes dépendantes contre seulement 38 milliards d'heure pour le travail rémunéré. Cela représente chaque semaine 15h en moyenne par personne, soit 765 heures par an.

- **L'alimentation et le ménage représentent plus de la moitié de la production domestique**

Avec 29 et 26 % du temps consommé, la cuisine et le ménage sont les activités les plus chronophages. La réalisation de ces travaux nécessite l'achat de biens (liquide vaisselle, légumes, viandes...) et de services (électricité, eau...). Le capital des ménages est également utilisé (électroménager, voiture). Ces achats et l'usure du capital sont estimés respectivement à 255 et 17 milliards d'euros en 2010.

- **Une production maison qui modifie profondément la consommation des ménages**

Si la dépense de consommation finale des ménages est évaluée à 1085 milliards en 2010, la production domestique est estimée à 959 milliards d'euros. Tous calculs faits, la consommation progresse ainsi de 63% et le revenu disponible brut de 55 %. À l'inverse, le taux d'épargne est plus faible : 11 % contre 16 %.

- **Activités domestiques : les ménages font plus souvent qu'ils ne font faire**

La production de repas "faits maison" pèse 8 fois plus que ceux consommés au restaurant : 475 contre 59 milliards. La différence est encore plus marquée pour l'entretien du logement. Si le recours à un prestataire pour l'entretien du logement et du jardin ne représente que 9 milliards d'euros, le "fait maison" dans ce domaine est estimé à 269 milliards d'euros. Pour les soins à la personne, la production domestique (99 milliards d'euros) dépasse la consommation effective en action sociale (67 milliards d'euros).



Service de presse de l'Insee

Tél : 01.41.17.57.57

Fax : 01.41.17.68.95

bureau-de-presse@insee.fr